

Nominations

Objektyp: **Group**

Zeitschrift: **Revue Militaire Suisse**

Band (Jahr): **22 (1877)**

Heft (24): **Supplément extraordinaire de la Revue Militaire Suisse**

PDF erstellt am: **21.07.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

l'ordinaire se fait sentir au budget ; enfin, on n'a pu mettre entièrement à la charge de l'Etat les frais d'équipement et d'habillement des hommes sans augmenter encore les dépenses de l'Etat. Mais, malgré toutes ces prestations extraordinaires, les frais militaires du pays n'ont pas augmenté dans la mesure que beaucoup de gens se figurent, et cela par le motif bien simple que la nouvelle organisation militaire a abrégé le temps de service de la grande masse, en n'appelant que les $\frac{2}{3}$ de l'élite aux exercices ordinaires. Elle a ainsi — et l'avenir nous donnera raison — créé une armée aussi bien et même mieux instruite, tout en exonérant notablement les classes anciennes, ce qui, dès que le pays en reconnaîtra le bienfait, doit aussi être pris en considération, attendu que ce mode de faire, au point de vue de l'économie nationale, a une bien plus grande importance qu'une augmentation des dépenses de l'Etat.

NOUVELLES ET CHRONIQUE

Vaud. — Voici le texte du projet de résolution que la municipalité de Lausanne propose au Conseil communal, concernant la création à Lausanne d'une place d'armes de la 1^{re} division :

- « Le Conseil communal de Lausanne,
- « Vu le préavis de la municipalité en date du 22 juin 1877, décide :
- » Pour le cas où l'Etat de Vaud jugerait utile de proposer la fixation à Lausanne de la place d'armes de la 1^{re} division fédérale, la commune de Lausanne lui fait les offres suivantes :
- » 1^o La commune de Lausanne donnera suite aux expropriations éventuelles auxquelles elle a procédé, de manière à constituer une place d'armes d'une superficie approximative de 37 hectares et 37 ares, soit environ 83 poses vaudoises, ancienne mesure, conformément au plan joint au présent rapport, et elle offre l'usage de cette place, dont elle demeurera propriétaire et dont elle retirera les divers produits, y compris récoltes, locations de bâtiments existants et indemnités de la Confédération.
- » 2^o La commune offre à l'Etat de se mettre en son lieu et place pour suivre à l'expropriation des champs Larguier et Jeanne Noverraz, sis en aval du chemin des Grandes-Roches, si ces terrains lui conviennent pour la construction des casernes.
- » 3^o La commune se charge du déplacement du cimetière dans les délais légaux, mais réserve l'usage d'un demi-hectare de terrain, à prendre dans quelque endroit peu dommageable de la place d'armes, pour y créer sans délai un nouveau cimetière.
- » 4^o Les installations pour le tir, à la place de la Ponthaise, sont mises à la disposition de la Confédération, comme dépendance de la place d'armes, moyennant entente préalable sur les moyens d'en permettre également l'usage aux sociétés et aux tireurs de la commune. Cette entente portera aussi sur la répartition des frais d'entretien. »

Un comité s'est constitué à Lausanne pour organiser une pétition en faveur du choix de la capitale vaudoise. Il fait imprimer et distribuer un intéressant rapport de M. le colonel Grand à ce sujet.

On assure que Valleyres renonce à se mettre sur les rangs. En revanche, Bex fait des offres qu'on dit sérieuses et avantageuses.

NOMINATIONS

Ont été nommés, par le Conseil fédéral, comme instructeurs d'administration, sous réserve que leur traitement sera admis au budget de 1878, les deux officiers d'administration ci-après : M. le major Albrecht, Thurgovie, de 1^{re} classe ; M. le lieutenant Siegried, Argovie, de 2^e classe.